



Objet : Alerte urgente sur la situation critique au lycée maritime de Cherbourg – Demande d'intervention immédiate et d'enquête administrative ministérielle

Madame, Monsieur,

Par ce courrier, nous, représentants de la FSU-écologie (SNE & SNETAP-FSU) et de la section locale du LPM de Cherbourg, tenons à vous alerter de manière formelle et urgente sur la situation dramatique que traverse actuellement l'établissement. Suite à une HMI (Heure Mensuelle d'Information) organisée le **jeudi 18 décembre 2025**, nous avons pu mesurer l'ampleur d'une crise, tant sur le plan humain que professionnel, qui menace désormais la sécurité et la santé de l'ensemble de la communauté éducative.

Constat d'une situation alarmante

Les témoignages recueillis lors de cette HMI révèlent un état de **détresse généralisée** parmi les enseignants et le personnel, marqué par :

- **Un climat de peur et de défiance** : Les collègues, habituellement résilients, se disent épuisés, démunis, et parfois au bord de l'effondrement émotionnel. Plusieurs ont exprimé leur désarroi, certains parfois avec des trémolos dans la voix. Beaucoup ne tiennent que pour les élèves, seule "respiration" dans leur journée.
- **Un management défaillant** : La direction, le directeur et le secrétaire général, est pointée du doigt pour son **absence de dialogue**, son **manque de transparence**, et une **gestion humaine des conflits jugée mesquine et contre-productive**. L'accumulation des dysfonctionnements a atteint un seuil critique, avec des conséquences directes sur la santé mentale des agents.
- **Des pratiques inacceptables** : Les enseignants de l'établissement craignent des **représailles professionnelles** en cas de signalement de dysfonctionnements. Plusieurs d'entre eux ont déjà été la cible d'**inspections ciblées** après avoir alerté sur des problèmes internes (2016). Certains s'inquiétant quant à un impossible soutien pour leur passage à la Hors classe.
- Le droit à la déconnexion n'est pas toujours respecté et des sollicitations professionnelles en dehors des heures de travail (appel téléphonique, SMS, message via WhatsApp) sont perçues comme une intrusion dans la sphère personnelle et aggravent un climat déjà marqué par l'épuisement et le stress, portant atteinte au droit fondamental au repos.
- **Un environnement de travail dégradé** : devant un déficit abyssal, aucune perspective si ce n'est une détérioration quotidienne des conditions et de l'outil de travail. Le personnel n'est en rien responsable de la situation financière du lycée mais reste le premier pénalisé (Manque de moyens matériels, achat de livres pédagogiques à la charge des enseignants, accès restreint au papier de

photocopieuse), règles arbitraires (portail électrique limité à 4 ouvertures quotidiennes), et confusion des rôles (AESH et AED, modifications hebdomadaires des emplois du temps sans concertation des AESH, chantage au renouvellement de contrat...). Une multitude de petits conflits qui pourrissent l'ambiance de travail.

- **Une gestion traumatisante des crises** : La gestion du suicide d'un élève (Nathan) à l'extérieur du lycée a été vécue comme un choc supplémentaire, révélant l'absence de soutien, de protocole adapté et d'un minimum d'empathie. Aujourd'hui encore, cette épreuve laisse des **blessures ouvertes** chez de nombreux collègues.

Dysfonctionnements structurels et risques immédiats

La situation est d'autant plus grave que :

- Les **évaluations professionnelles** des ACEN ne sont plus effectuées. Étonnamment, ces derniers constatent des écarts inexplicables dans l'évolution de leurs points d'indice.
- La **confiance envers le directeur** est totalement rompue. Jamais présent, son mode de communication est déficient. Il n'hésite pas à rejeter son incompetence et ses fautes sur le personnel. Perte de documents, absence de réponse aux interpellations de l'inspection générale maritime (M. Galy) et rejet de la faute sur le corps enseignant...
- Les **règles élémentaires de fonctionnement** ne sont plus respectées (présence d'un enfant de 6 ans lors de réunions sensibles, absence de concertation, etc.).
- Les **personnels précaires (AESH)** subissent des conditions de travail indignes, avec des heures supplémentaires non rémunérées et un flou entretenu sur leurs droits.
- Un point mérite d'être souligné : **le directeur adjoint, dont la fidélité institutionnelle et le silence peuvent être questionnés**, est aujourd'hui le seul rempart contre l'effondrement total de l'établissement. Il assume, dans des **conditions inacceptables**, des responsabilités qui dépassent largement son rôle, maintenant ainsi la tête du lycée hors de l'eau. Cette situation, aussi paradoxale soit-elle, souligne l'**urgence d'une refonte globale de la gouvernance** de l'établissement, dont les dysfonctionnements structurels ne peuvent plus être compensés par l'abnégation d'un seul individu.

Demandes urgentes

Face à cette situation, nous exigeons :

- **L'ouverture immédiate d'une enquête administrative ministérielle** pour faire la lumière sur les dysfonctionnements et les manquements graves constatés.
- **Une rencontre en urgence** avec la DIRM MEMN (directeur adjoint en charge des LPM, SFEM) et la DGAMPA, en présence de l'ensemble de la communauté éducative, afin d'évaluer l'ampleur de la crise et d'engager des mesures correctives.
- **La suspension des pratiques managériales actuelles**, jugées toxiques et contre-productives, en attendant les conclusions de l'enquête.
- **Un accompagnement psychologique et social** pour les personnels en détresse, ainsi qu'un soutien renforcé pour les élèves.
- **Vérifier la conformité** des évaluations professionnelles et des conditions de travail des AESH.

Mise en garde

- Nous tenons à souligner que l'inaction ou la minimisation de cette alerte pourraient entraîner des **conséquences irréversibles** pour la santé des agents et la sécurité des élèves. En accord avec les collègues présents sur place, nous nous réservons la possibilité de **déposer un préavis de grève** si aucune réponse concrète n'est apportée dans les plus brefs délais.
- Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.

Pour les représentants FSU écologie au CSA de la DIRM MEMN,

Bunel Brice, co secrétaire national secteur LPM SNETAP-FSU, suppléant CSA DIRM MEMN

Bunel Amélie, conseillère nationale Sne-FSU, secrétaire de la FSSSCT DIRM MEMN, titulaire au CSA DIRM MEMN

